

L'avenir des universités de Normandie passe-t-il par leur fusion ?

Évincés du programme d'investissements d'avenir « Écoles universitaires de recherche » (PIA), les présidents des universités de **Rouen**, **Le Havre** et **Caen** se sont fait taper sur les doigts par le [président de la Région, Hervé Morin](#), le [recteur de Région, Denis Rolland](#) et la [préfète de Région, Fabienne Buccio](#) (*lire nos éditions du 11 janvier 2018*). Dans un courrier commun écrit fin 2017, le politique et les deux représentants de l'État reprochent aux universitaires normands leur manque d'ambition et de volonté de travailler en commun. Ce qui se traduit, selon eux, par « *un lent et silencieux déclassement de l'enseignement supérieur et de recherche en Normandie* ».

En arrière-plan de ces reproches plane l'ombre d'une fusion des universités souhaitée par Hervé Morin : « *La fusion régionale a introduit un contexte très favorable qu'il s'agit de mettre à profit pour l'enseignement supérieur.* » Pourtant, les universités ne sont pas du domaine de compétence de la Région. Elles dépendent du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et contractualisent avec l'État. Et si la Région reste un partenaire important, au travers du schéma régional ou de projets immobiliers qu'elles financent, il faut, là aussi, relativiser. Pour exemple, la part Région est de 2,3 % sur un budget de 230 millions d'euros à l'université de Rouen.

La réponse des universitaires aura été toute aussi cinglante que l'injonction : les trois présidents d'université et les directeurs de l'EnsiCaen, de l'Insa Rouen Normandie et de l'École d'architecture de Rouen se sont dit « *choqués qu'un préfet et un recteur semblent appeler à un lobbying et une contestation bruyante vis-à-vis d'une autre partie de l'État.* »

C'est dans ce contexte tendu que lundi dernier, **Pascal Reghem**, **Pierre Denise** et **Joël Alexandre** - les présidents des universités du Havre, Caen et Rouen - ont rencontré Hervé Morin. Que va-t-il advenir des universités normandes ? Explications avec Joël Alexandre.

Joël Alexandre : « Je ne crois

Vous avez rencontré Hervé Morin lundi. Que vous êtes vous dit ?

Joël Alexandre. « Ce n'est pas la première fois que le président Morin se positionne sur ce sujet de mieux faire travailler en commun les universités normandes. Nous avons nous-même amorcé depuis septembre dernier une réflexion sur le fait de travailler plus ensemble sur des problématiques de projets : que faire, pour quoi faire, comment faire ? Après, l'habillage institutionnel devra en découler sans qu'il y ait de tabous. »

Il a parlé de fusion des universités ?

« La fusion est une hypothèse en soi mais ce n'est pas la solution. Nous lui avons rappelé que si nous avions été fusionnés, cela n'aurait rien changé au résultat du PIA. Nous lui avons présenté les résultats

scientifiques évalués par les pairs et rappelé que la règle du jeu avait changé en cours de route avec un niveau de financement arrêté au 29^e lauréat alors que notre premier dossier était 30^e ! Évidemment, nous sommes aussi amers qu'eux ! Mais on aurait été encore plus amers si nos cinq dossiers avaient été reconnus scientifiquement négatifs ! Ce n'est pas du tout le cas. Il faut voir plutôt le verre à moitié plein qu'une fois de plus celui à moitié vide. »

Comment faire pour mieux préparer les futurs dossiers de recherche et décrocher des subventions ?

« Nous avons conclu avec Hervé Morin qu'il faut préparer une forme de trajectoire, qu'on la discute ensemble. Quand nous aurons un projet partagé, le président Morin nous a dit qu'il est prêt à l'accompagner à condition qu'il n'ait pas le sentiment de mettre de l'argent dans un sac un peu percé... »

La préfète trouve, elle aussi, que tout ça ne va pas assez vite...

« Nous avons répondu dans le courrier. Nous avons été choqués de sa prise de position, comme celle du recteur. Aujourd'hui, la Normandie réapparaît dans les radars mais il y a des secteurs où ce n'est pas encore le cas. Le président Morin considère sans doute que l'enseignement supérieur en fait partie. Nous lui avons rappelé que nous sommes sur une double mission : recherche mais essentiellement formation. »

Vous avez toujours été un partisan d'un travail plus en commun des trois universités...

« J'ai été à l'origine à la création du Press en 2012. Nous étions parmi les derniers. Nous avons fait toutes les transitions de l'université que nous avons transformée en Communauté d'universités et établissements (ComUE). Après avoir tiré tout le monde, j'ai ensuite choisi de me présenter à la présidence de l'université de Rouen pour essayer de pousser. Que de chemin parcouru en cinq ans ! Au début, nous avions des collaborations de type club photo ! Aujourd'hui, toute la formation doctorale est au niveau de Normandie université. »

Un exemple concert ?

« Toutes les décisions se passent à cet échelon et dans le cadre du contrat de site que nous avons signé avec l'État, nous nous sommes engagés pour que certains Master soient à cet échelon. Nous n'avons plus, par exemple, plusieurs Master de mathématiques. D'ici un an ou deux, il y aura un Master de mathématiques en Normandie. »

Quelle est la particularité de l'université normande ?

« Nous ne sommes pas Strasbourg, Lille ou Bordeaux. Là où ça fusionne de partout, ça fusionne dans des endroits où l'on peut fusionner ! C'est-à-dire des établissements qui étaient complémentaires au niveau disciplinaire, qui se sont séparés dans les années soixante-dix et à qui on dit maintenant « bravo, bravo de vous regrouper » ! Strasbourg ou Lille, ce sont trois universités dans la même agglomération qui fusionnent. La Normandie, comme la Bretagne ou Bourgogne Franche-Comté, a un territoire éclaté. Il faut jouer sur une organisation originale avec des campus thématiques en réseau. Une organisation qui ne sera pas d'évidence centralisée et qui fait qu'on ne peut pas organiser les choses de la même manière. »

La fusion reste alors une utopie ?

« Il faut prendre en compte tous ces éléments. Il y a plein d'atouts au niveau décisionnaire mais aujourd'hui, sur notre offre, Rouen et Caen sont des sœurs jumelles. Cela veut-il dire que l'on ne fera que les sciences humaines à Caen et la médecine à Rouen ? C'est une question de fond avec beaucoup de conséquences car nos jeunes Rouennais sont assez peu mobiles. Les étudiants ont tendance à prendre les formations qui sont sur leur territoire. On ne peut pas passer notre temps à se déplacer entre les trois sites ! Moi, je ne crois pas au grand soir où l'on déciderait tout d'un coup. Ce renforcement de l'intégration et de nos coopérations, même si certains estiment que cela ne va pas assez vite, il faut le regarder sur le fond. Peut-être que nous sommes très mauvais en termes de communication et pour les acteurs extérieurs cela peut apparaître comme la guerre des clochers... C'est loin d'être le cas ! »

Quelle solution peut être trouvée ?

« Une opportunité va s'ouvrir, pas pour la région qui nous concerne, mais par rapport à la loi de 2013 qui a donné naissance aux ComUE. Ainsi, à Saclay, on ne peut pas fusionner Polytechnique avec l'université d'Orsay, il faut trouver un cadre juridique. Une expérimentation va pouvoir être lancée pour qu'il y ait des regroupements d'établissements qui garderaient malgré tout leur personnalité morale tout en mettant le reste en commun. Nous pourrions en être : constituer une université de Normandie tout en ayant toujours nos implantations dans nos agglomérations mais avec une gouvernance plus agile pour décider... L'enjeu ne concerne pas que l'université mais aussi les écoles comme l'Insa qui n'acceptera jamais de fusionner dans une université de Normandie car c'est une marque nationale ! Ce sont aussi des milliers de personnels : 2 500 à Rouen, encore plus à Caen, moins au Havre. Ils doivent là-dessus pouvoir s'exprimer. Tout ça prendra du temps. »

pas au grand soir ! »

« La fusion est une hypothèse, pas une solution »

« Les étudiants prennent les formations qui sont sur leur territoire »

Parcoursup, ça passe ou pas ?

Alors que plusieurs organisations syndicales, étudiantes et lycéennes appellent à se mobiliser et à manifester jeudi 1er février contre « la sélection à l'entrée de l'université et contre les projets de réformes du lycée et du baccalauréat », qu'en est-il de la mise à place de Parcoursup à l'université de Rouen. Explications.

Comment se présentent la mise en place de la plateforme et la rentrée 2018 ?

« Il y a le nouvel outil avec les remarques que nous avons essayé de faire passer auprès du ministère. Ce n'est pas de notre responsabilité. Nous savons que le parcours législatif n'est pas achevé. Le cadre ne sera connu que dans quelques semaines et beaucoup de décrets devront être modifiés, notamment celui de licence. On avance donc vers une rentrée 2018 avec toutes ces inconnues et avec des moyens qui ne sont largement pas à la hauteur. Pour notre université, cela ne changera pas les choses, nous n'avons pas fait

appel au tirage au sort contrairement à Caen. On s'est positionné sur des capacités d'accueil qui intègrent les effectifs de cette année. Notre inquiétude est plus sur des problématiques de locaux comme nous avons pu l'avoir l'an passé ou d'enseignants insuffisants. Maintenant, l'examen des dossiers est une masse de travail considérable. Pour la rentrée prochaine, nous ne pourrons pas développer tout le processus tel qu'il est prévu, cela prendra plusieurs années. »

C'est un travail si considérable ?

« Aujourd'hui, l'université de Rouen, ce sont 70 000 primo-arrivants chaque année. Donc, à raison de dix vœux chacun, c'est totalement inconcevable d'autant qu'on n'a pas eu besoin de sélectionner ! »

Quels sont les enjeux ?

« Ce qui m'importe, c'est que l'on soit en mesure, pas simplement d'inscrire des étudiants, mais de les faire réussir ! Il y a ceux qui s'inscrivent et qui ne viennent jamais et ceux qui décrochent rapidement. Quand on a 4 % de jeunes en moins qui vont dans le supérieur notre défi est d'en accepter encore plus pour rattraper la moyenne nationale. Pourquoi les jeunes Normands devraient-ils être moins diplômés de l'enseignement supérieur ? Notre préoccupation est de préparer un enseignement supérieur attractif et, en cela, nous sommes dans la même préoccupation que les responsables politiques. »